

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [96] (2008)
Heft: 1520

Rubrik: Dossier
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La deuxième Vague

Les mouvements de Mai 68 ont quarante ans. Dossiers, émissions, événements, expositions, films, documentaires sont là pour nous le rappeler. Mai 68, c'est aussi la deuxième Vague du féminisme: le Mouvement de Libération des Femmes et tous les changements de mentalité et de société qu'on entraîné avec elles les femmes rebelles et irrévérencieuses des années septante. La Suisse n'a pas été en reste! Nous le verrons avec Genève et le précieux livre de Julie de Dardel Révolution sexuelle et Mouvement de libération des femmes à Genève (1970-1977), avec les témoignages de militantes de Lausanne et de leur mouvance «lutte des classes», avec les animatrices socioculturelles de la Maison de Quartier de la Jonction à Genève qui organisent une quinzaine intitulée «Mai 68: des valeurs à ne pas mettre en quarantaine». Révolution du quotidien, remise en cause de la famille petite-bourgeoise – la petite famille –, réappropriation du corps (pilule, droit à l'avortement, exploration de son corps) etc. Que reste-t-il aujourd'hui de la révolution sexuelle des années septante? Eclairage «de biais» avec un ouvrage sur l'émancipation par la réécriture du corps dans les romans, médias et discours scientifiques et sociologiques de ces dernières années.

Estelle Pralong

La libération des femmes s'est faite avec et contre les revendications des mouvements de mai 68. C'est ce que nous apprend – entre autres – l'ouvrage de référence de la jeune historienne Julie de Dardel Révolution sexuelle et Mouvement de libération des femmes à Genève (1970-1977) : «...les revendications féministes étaient pour ainsi dire absentes des manifestations de 68: soit, comme en Suisse et en France, les femmes ne s'étaient pas encore organisées au sein de mouvements autonomes, soit, comme aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne, des groupes de femmes existaient, mais les hommes des organisations contestataires se refusaient à relayer leurs luttes, systématiquement considérées comme subalternes. Il est ainsi rapidement apparu que, loin de découler naturellement de 68, le Mouvement de Libération des Femmes s'était formé dans un rapport conflictuel avec ce mouvement de contestation.»

Continuité et rupture avec la première Vague

Les jeunes femmes de l'époque se sont formées à la politique et au militantisme au sein des mouvements de 68, une expérience très forte et qui a changé leur vie. Pourtant, celles-ci sont reléguées aux tâches subalternes, leurs revendications ne sont pas entendues et la révolution sexuelle est souvent instrumentalisée à leur dépens: il leur était difficile de dire «non» sans se faire traiter de petite bourgeoise coincée... Ainsi, dès le début des années septante, les femmes s'organisent entre elles et renouvellent les revendications féministes en se réappropriant les sources intellectuelles de la Nouvelle Gauche – à l'origine des mouvements de mai 68. Ces nouvelles féministes ne revendiquent plus l'égalité au sein de la société. En 1971, elles accueillent d'ailleurs presque avec indifférence le droit de vote afin obtenu! Pour elles – et la Nouvelle Gauche – il ne peut pas y avoir de révolution sans renversement de la vie quotidienne. C'est le seul moyen de renverser le système dominant. Ainsi, elles ne veulent pas la fin de l'inégalité mais la libération. Les discours de dénonciation de l'oppression sont formulés en terme de libération.

Le personnel est politique

Le personnel est politique. Qu'est-ce que cela signifie? Il s'agit d'une révolution dans la révolution. Les femmes du Mouvement de Libération des Femmes veulent prendre le contrôle de leur vie quotidienne. Le MLF devient ainsi un mouvement en réelle cohérence avec le changement de paradigme du socialisme de gauche. C'est un mouvement inédit, neuf dans l'histoire de la gauche et du féminisme. Dans un contexte de mouvement de fond en rupture avec la société, le discours radical des femmes du MLF atteint un grand nombre de femmes. La sphère intime, les relations interpersonnelles, la sexualité, le corps, tout cela est considéré comme éminemment politique: c'est la révolution sexuelle. Avant tout, il s'agit de connaître son corps, sa sexualité et de se la réapproprier (contraception, avortement libre et gratuit, séparation de la sexualité et de la fécondité, exploration de son corps). Le va et vient entre la théorie politique et la pratique quotidienne est incessant. Les femmes prennent conscience de leur force et de leur pouvoir de faire s'effondrer les structures de la société en détruisant la «petite famille». Le MLF veut créer ses propres familles, elles réinventent les rapports sociaux. Des communautés voient le jour qui bien que structurée, ne reposent pas sur les liens de sang.



Mis bout à bout, tous ces refus constituent un mouvement de fond: les femmes s'auto définissent comme révolutionnaires. Si toutes les femmes prennent conscience de l'oppression et se réapproprient les gestes quotidiens, elles seront impossibles à soumettre: le système de domination ne pourra pas se reproduire! Leur style est irrévérencieux et provocateur. Ces féministes sont très critiquées mais elles parviennent à se réapproprier ces critiques et à les tourner en dérision. Elles fonctionnent sans vote avec une organisation «révolutionnaire». Vu leur nombre, les sous-groupes et les petites communautés ont beaucoup d'autonomie et sont même souvent autogérés. Cela participe de leur grande force mais se transformera en grande fragilité au moment de l'affaiblissement des mouvements issus de 68. «A partir de 1977, le MLF connaît des problèmes internes de plus en plus importants et des changements d'orientation: professionnalisation et institutionnalisation croissantes, déclin de la problématisation de la sexualité et montée de celle de la violence (le viol et les autres violences sexuelles, les mauvais traitements physiques et psychologiques dans le couple, la pornographie, la violence sur le lieu de travail).»

Source : Julie de Dardel, *Révolution sexuelle et Mouvement de libération des femmes à Genève (1970-1977)*, Editions Antipodes, Lausanne, 2007.

La deuxième Vague

«Dans la décennie suivant les événements de 68, un renouveau du féminisme prenait son essor au niveau international. L'onde de choc partait des Etats-Unis pour atteindre progressivement toute l'Europe. Partout, les jeunes féministes affichaient leur radicalité et marquaient une rupture avec la première vague féministe qui s'était battue pour l'égalité des droits et l'amélioration de la condition des femmes: le nouveau mouvement réclamait, lui, la libération des femmes et appelait au renversement de la société patriarcale. A maints égards, le MLF renouvelait la critique féministe à partir de l'expérience de 68, que, par ailleurs, de nombreuses militantes avaient vécue. Elles revenaient ainsi

sur la notion de «révolution sexuelle» et dénonçaient son instrumentalisation par les hommes de la Nouvelle Gauche étudiante qui l'avaient détournée dans la pratique du sens que lui avaient donné des auteurs tels que Wilhelm Reich et Herbert Marcuse.

Au moment de leur émergence sur la scène politique et sociale, les nouvelles féministes se trouvent dans une position ambiguë: bien que critiques vis-à-vis de la période de 68, elles retournent aux sources intellectuelles de cette dernière pour créer leur mouvement. Il fallait pour elles revenir sur la notion de «révolution sexuelle», qui avait été détournée par les hommes des groupements de gauche, et en faire un instrument d'émancipation authentique.»

La révolution sexuelle

«La libération de la sexualité des femmes est perçue comme la plus fondamentale, la seule qui puisse ouvrir une véritable perspective de renversement révolutionnaire du système patriarcal. A partir de l'idée centrale de réappropriation du corps, les nouvelles féministes se fixent l'objectif de surmonter les dichotomies du militantisme traditionnel. Cela passe par une suppression des limites entre théorie et pratique, mais aussi entre sphère politique et sphère personnelle. C'est désormais dans les aspects intimes de la vie – et en premier lieu dans la sexualité – que doivent être identifiés et combattus les rapports de domination. Fortes du principe selon lequel «le personnel est politique», les nouvelles féministes refusent toute tentative de théorisation de la situation des femmes qui ne partirait pas de l'expérience vécue et du ressenti. Cela signifie, très concrètement, que le préalable à toute élaboration théorique est la connaissance de leur corps et de leur sexualité, non seulement par une libération collective de la parole, mais aussi par l'observation très concrète, pratiquée en groupe, des parties les plus intimes de leur corps. Celui-ci devient pour elles le terrain politique par excellence. La réappropriation du corps et la politisation de la sphère personnelle traversent ainsi l'ensemble des Mouvements de libération des femmes au niveau international et aussi à Genève.» Julie de Dardel.

Quelques slogans irrévérencieux

«Bon à l'occasion de la Fête des Mères: l'Etat, le patriarcat, vos chers enfants et maris vous offrent 365 jours de travail ménager gratuit.»

«Une femme sans homme, c'est comme un poisson sans bicyclette.»

«Femmes boniches, femmes potiches, femmes affiches, on en a plein les miches.»

MLF et Femmes en lutte: le militantisme féministe à Lausanne dans les années 70

Comment se sont organisés les mouvements féministes de l'après mai 68 à Lausanne? Quels étaient leurs buts? Quelles furent leurs actions? Comment cette époque fondamentale de la lutte féministe a-t-elle été vécue par celles qui en furent les actrices? Et enfin, quel bilan ces femmes tirent-elles aujourd'hui de cette période de leur vie? Quelques éléments de réponse à travers le témoignage de militantes d'hier, qui n'ont toujours pas dit leur dernier mot.

Sophie Meyer

Le MLF à Lausanne

Le Mouvement de libération des femmes lausannois voit le jour en 1971, sous l'impulsion de trois jeunes femmes, dont deux d'entre elles issues des Jeunesses progressistes, un mouvement gauchiste d'influence maoïste. Nicole Haas Torriani est l'une de ces protagonistes. Elle se souvient: «Au début, nous étions une petite dizaine. Nous nous réunissions dans des arrière-salles de café. On discutait, on échangeait des livres, on lisait les publications du MLF français.» Comme tous les autres groupes, le MLF lausannois est un mouvement «spontané». Pas de bureau politique, pas de comité directeur. «Tout fonctionnait sur la base de la responsabilisation mutuelle. L'enthousiasme suffisait pour décider qui allait faire quoi».

A l'époque, Elisabeth Brindesi était jeune journaliste. Divorcée, elle s'occupait seule de son enfant. Pour elle, l'expérience du MLF a été doublement marquante. Tout d'abord, elle lui a permis d'accéder à certains textes théoriques. «J'ai découvert Reich, Benoîte Groult, et surtout Kate Millet, une féministe américaine dont les écrits m'ont bouleversée.» Plus importante encore, la participation aux «groupes de conscience», qui ont peut-être constitué une des initiatives les plus originales du MLF. Des femmes se réunissaient régulièrement, en petit groupe, et échangeaient leurs expériences de vie. «En écoutant le récit des autres, on prenait conscience de sa propre oppression. Jusqu'ici, je pensais que mes problèmes avec les hommes, mes difficultés à concilier mon travail et ma maternité, relevaient uniquement de ma responsabilité. Je me débrouillais mal, tout était de ma faute. Les groupes de conscience créaient un effet de miroir. Les autres femmes racontaient des histoires similaires à la mienne. Je me suis aperçue à quel point j'avais intériorisé des schémas, à quel point la culpabilité était ancrée en moi, depuis toute petite. Les groupes de conscience, ça a vraiment été l'apprentissage du b-a-ba.»

Femmes en lutte

Assez rapidement cependant, des conflits se produisent au sein du MLF. Dès 1973, une scission a lieu à l'intérieur du groupe. Certaines militantes reprochent au mouvement d'être déconnecté de la réalité, de s'éloigner des problèmes réels des femmes, notamment celles issues des classes défavorisées. Une nouvelle formation apparaît: Femmes en lutte. Diane Gilliard, personnalité de gauche bien connue à Lausanne, et qui fut une des initiatrices du mouvement, explique: «On ne voulait pas se contenter de se dire: toutes les femmes sont copines. L'oppression que pouvait subir la reine d'Angleterre en tant que femme ne nous intéressait pas. C'était une femme, mais on ne se sentait pas grand-chose de commun avec elle. Par contre, le sort d'une ouvrière de l'usine Iril nous semblait beaucoup plus important.» Femmes en lutte considère l'oppression économique comme la première de toutes les oppressions. Si l'égalité entre les sexes est un objectif fondamental, elle ne pourra se faire à l'intérieur d'une société dominée par le capitalisme. Les femmes des classes ouvrières, victimes d'une «double oppression» – de classe et de genre – seront donc au centre du combat de Femmes en lutte. Le mouvement essaiera constamment de se rapprocher d'elles à travers des actions militantes concrètes. «Pour utiliser des mots d'aujourd'hui», précise Diane Gilliard⁽¹⁾, «je dirais que notre mouvement cherchait à développer une action de proximité».

Les actions

Exemple emblématique de cette «ligne de combat»: l'engagement de Femmes en lutte auprès des vendeuses. «Les vendeuses, raconte Nicole Haas Torriani, nous parlaient de leurs conditions de travail, elles dénonçaient les pratiques de certains patrons. Sur la base de leurs témoignages, on rédigeait des tracts qu'on allait distribuer à la sortie des magasins. On a par exemple dénoncé les nocturnes, qui obligeaient les femmes à travailler plus dur encore durant les périodes de fêtes.» Nicole Haas Torriani se souvient d'une rencontre mémorable avec les syndicats, qui hésitaient à agir, invoquant le fait que la plupart des vendeuses n'étaient pas syndiquées. «La salle des Vingt-deux cantons⁽²⁾ était

Déclin et mutations

pleine à craquer. Il pleuvait ce soir-là. Les femmes étaient révoltées. Elles criaient, brandissaient leurs parapluies contre les syndicalistes. Ces derniers ont fini par entendre leurs revendications. Ils ont obtenu la fermeture avancée des magasins les veilles de fêtes et des ouvertures plus tardives le lendemain. Des acquis aujourd'hui battus en brèche», regrette Nicole Haas Torriani.

Les militantes de Femmes en lutte participent également à des groupes constitués autour de projets spécifiques. Des membres d'autres organisations – ce sera le cas du MLF – les rejoignent de façon ponctuelle. Y sont défendues les principales revendications féministes: droit à l'avortement, maîtrise de la sexualité, développement de structures pour l'accueil des enfants, etc. Nicole Haas Torriani s'est beaucoup investie pour la création de crèches à Renens: «Nous pensions que les parents avaient le droit de choisir entre la crèche et les mamans de jours. Personnellement, je militais pour l'éducation en crèche. Je n'ai jamais aimé le terme de «maman de jour». Il sous-entend que la mère qui travaille n'est plus une vraie mère pendant la journée. De nombreuses femmes se sont mobilisées, des ouvrières et des «ménagères» ont participé à nos réunions. Finalement, on a réussi à obtenir la création d'une petite crèche. On en aurait voulu plusieurs, mais c'était déjà ça.»

Tout en militant au niveau politique pour la décriminalisation de l'avortement – en 1977 l'initiative pour la solution des délais est rejetée de peu en votation populaire – le mouvement est actif sur le terrain. Il parvient notamment à mettre en place une permanence téléphonique, qui conseille les femmes voulant avorter. «On avait une liste de médecins qu'on savait plus ouverts sur la question et on orientait les femmes vers eux». La création des planning familiaux a également mobilisé les militantes de Femmes en lutte, en collaboration avec le MLF.

Dans les années huitante, le mouvement connaît des signes d'essoufflement, comme c'est le cas pour bien d'autres organisations féministes. Le MLF lausannois est déjà dissous. Femmes en lutte va encore poursuivre ses activités durant quelques années. Au fil du temps, l'engagement prend pour certaines une orientation nouvelle. Des femmes qui militaient durant leurs études choisissent des professions sociales, proches de leurs convictions. Les plannings familiaux se professionnalisent, mais certaines femmes continuent de suivre leur évolution en tant que groupe d'«usagères».

Pour de nombreuses militantes, les luttes féministes des années septante ont eu une valeur initiatrice. Ces mouvements furent des lieux d'apprentissage et offrirent à plusieurs l'occasion de se révéler. «C'est là que j'ai trouvé ma confiance en moi», confie Nicole Haas Torriani, aujourd'hui membre de la formation «A gauche toute!» et conseillère communale à Renens. Si les lieux et les modes d'engagement ont évolué, la conscience des urgences, l'indignation face aux injustices demeurent, chez certaines, intacte. «Je voudrais bien que les revendications d'hier ne soient plus que de vieux souvenirs, ça n'est hélas pas le cas», constate Elisabeth Brindesi, qui est elle-même engagée dans plusieurs associations. «Je me bats parce que je suis en colère. Je ne peux pas faire autrement.»

On affirme souvent que les révolutionnaires de mai 68 sont rentré-e-s dans le rang. Le temps et la réalité de la vie seraient venus à bout des utopies portées par la jeunesse d'une époque. Ce discours désenchanté – ou revanchard, selon le lieu où il est proféré – donnerait à croire que l'esprit de mai est définitivement enterré. En écoutant Nicole, Elisabeth ou Diane, on a une toute autre impression. Pour ces femmes, il semble évident que le combat continue.

(1) Propos tiré de l'entretien accordé par Diane Gilliard dans le cadre la série documentaire *Plans-fixes* (décembre 2006)

(2) Salle de réunion célèbre à Lausanne, située au premier étage du buffet de la gare

Le Musée historique de Lausanne présente
Une Suisse rebelle – 1968-2008, une exposition
qui met en lumière les luttes et les mouvements
contestataires qui agiteront la Suisse durant
les années septante. Du 4 avril au 10 août.

Un cycle de rencontres-débats accompagne
et prolonge l'exposition.

Dimanche 11 mai, à 13h a lieu un débat intitulé
Féminisme: du tract à la circulaire?

Intervenantes : Julie de Dardel, historienne,
Madeleine Denisard, militante féministe, Françoise Messant-Laurent,
professeure de sociologie, membre du comité de rédaction
des *Nouvelles questions féministes*, Diane Gilliard,
conseillère communale à Lausanne, Yvette Théraulaz,
chanteuse et comédienne, Stéphanie Apothéloz,
députée et co-présidente commission égalité du PSV
et Sylvie Dürrer, cheffe du bureau cantonal
de l'Égalité entre hommes et femmes (Vaud).
Animation: Nadia Lamamra, historienne et féministe.

Mai 68 des valeurs à ne pas mettre en quarantaine

La Maison de Quartier de la Jonction à Genève organise, du 3 au 24 mai, des expositions, débats, projections de films, pièces de théâtre sur Mai 68 et ses échos contemporains. Rencontre avec Martine Gremaud, Patrizia Ceresa et Florence Widmer, animatrices socio-culturelles et partie prenante du groupe qui a mis sur pied «Mai 68: des valeurs à ne pas mettre en quarantaine». Leur plongée dans cette époque a suscité chez ces dernières des questionnements personnelles mais surtout professionnelles. *Rencontre.*

Estelle Pralong

Les événements de mai 68 n'étaient pas inconnus aux trois animatrices socio-culturelles de la Maison du Quartier de la Jonction. Cependant, les recherches et réflexions nécessaires aux choix des thèmes à mettre en valeur et aux événements à organiser ont permis à Martine Gremaud, Patrizia Ceresa et Florence Widmer de redécouvrir cette riche période historique. «Mai 68, ce n'était pas seulement la France et la Guerre du Vietnam, mais une conjonction planétaire, même si les moyens de communication n'était pas aussi puissants qu'aujourd'hui», explique Martine Gremaud. Une époque de revendications et de mouvements collectifs d'une grande force et parfois violentes aussi. Mai 68 ne se résume pas au slogan *Peace and Love*. Violence de la répression aussi, qui est parvenue à «casser» ces élans révolutionnaires: assassinats de Martin Luther King et des Kennedy, répression mexicaine etc. Martine Gremaud souligne encore que si le droit au bonheur est plus que légitime, il a peut-être abouti à l'individualisme actuel: «un revers de la médaille...».

«Redonner du politique au privé»

«Mai 68, c'est aussi un vent venu d'Amérique qui, pour les femmes, prônait la réappropriation de nos corps, de notre plaisir. C'est la contraception, les dispensaires des femmes, le *self help...*», rappelle Patrizia Ceresa. La sexualité, l'intimité, les femmes en parlent entre elles et se rendent compte que leurs problèmes sont ceux de toutes. Ensemble, elles sont plus fortes et peuvent trouver des solutions. «Pour dénoncer un harcèlement sexuel ou un viol, par exemple, si c'est tout un groupe de femmes qui vient réclamer justice elles auront bien plus de chance d'être entendues!» «Cette mise en commun des problèmes se perd, souligne Martine Gremaud. Les jeunes chômeur-se-s se sentent entièrement responsables de leur situation. Ils/elles ne remettent pas en question la société et la dureté du système économique. Dans les années 70, on pouvait collectiviser les problèmes. Maintenant, il n'y a qu'une seule vision: il faut réussir, avoir un travail, un appartement, une voiture. Il faudrait redonner du politique au privé», estime-t-elle.

«Je me pose beaucoup de questions sur la conscientisation des jeunes que j'accueille. Je les trouve assez machos et loin des valeurs d'égalité des sexes et du respect de l'image de la femme, regrette Florence Widmer. Pourtant, dans certains ateliers, comme l'atelier de rap, les adolescent-e-s qui écrivent des textes retrouvent un esprit critique concernant les fameux moutons noirs, par exemple».

«Oser penser – oser agir – oser lutter – oser vaincre»

En automne 1971, la Maison de Quartier de la Jonction organise une exposition intitulée «Vivre à la Jonction. Oser penser – oser agir – oser lutter – oser vaincre». Les animateurs et animatrices d'aujourd'hui on voulu faire revivre cette exposition. Au cours de leurs recherches dans les archives, Martine Gremaud, Patrizia Ceresa et Florence Widmer ont été frappées par l'esprit critique et la manière directe d'attaquer les problèmes de cette époque. Ces découvertes les ont poussées à réfléchir encore davantage sur la pratique de leur métier. Le politiquement correct et le consensus règnent. Les thèmes de la démocratie locale et participative, les conseils de quartier ont été récupérés par les politiques, notamment en période de campagne! De plus, les professionnelles que nous sommes ont parfois voulu trop prendre en charge les revendications des habitant-e-s et ont tué dans l'œuf certaines initiatives citoyennes.» En mai 2007, les animatrices socio-culturelles de la Jonction, ont eu envie de remettre à jour certaines valeurs qu'elles considèrent comme essentielles. Les thèmes importants de l'époque: jeunesse, logement, qualité de vie, droits des femmes, etc. le sont toujours aujourd'hui. «Nous voudrions inciter les habitant-e-s du quartier à se réapproprier ces thèmes. Occuper le terrain et ne plus le laisser seulement aux professionnel-le-s.» Quant à la pratique de leur profession d'animatrice socio-culturelle d'une maison de quartier, Martine Gremaud, Patrizia Ceresa et Florence Widmer souffrent parfois d'une perte de sens. «On nous met dans des logiques de gestionnaires. Nous sommes moins dans «le faire». L'associatif perd de son autonomie: les directives et procédures qu'on nous impose tendent vers l'uniformisation de nos activités. Nous ne voulons pas être seulement fournisseuses de services. L'organisation de «Mai 68: des valeurs à ne pas mettre en quarantaine» est aussi l'occasion pour nous de remobiliser certaines forces. Réfléchissons ensemble, animateurs-trices et habitant-e-s, pour retrouver des vraies revendications sur la qualité de vie, l'urbanisme du quartier... Nous avons envie de reprendre l'initiative!»

L'émancipation par l'écriture du corps: qu'en est-il aujourd'hui?

Pour les féministes des années 70, l'émancipation devait aussi passer par la réappropriation de l'écriture du corps, ainsi que le préconisait notamment la théoricienne Hélène Cixous. Les chercheuses française Christine Détrez et Anne Simone ont étudié un large corpus contemporain de romans, médias, discours scientifiques et sociologiques pour mieux comprendre l'écriture féminine contemporaine des corps: entre persistance et subversion des clichés. *Eclairages*.

Désormais, chaque rentrée littéraire française présente un bon nombre de romans féminins, affranchis de tous les tabous. La presse parle de «nouvelles barbares» ou de «scandaleuses». Pourtant, en matière de sexualité et de corporéité féminine, les impératifs se révèlent contradictoires. Derrière l'affranchissement apparent des tabous et le «soit libre», les normes morales n'ont pas disparu. Malgré une désinvolture apparente en matière de sexe, la sexualité a en fait de la peine à se libérer des normes morales.



Les rapports sexuels sont souvent décrits comme en décalque d'une vision «masculine» de la sexualité, même si le contrat de lecture est tout de même différent car c'est une femme qui écrit. La sexualité est multiple, c'est la loi des grands nombres. L'association sexe et violence, se fait au détriment des hommes. On pourrait dire qu'il y a à la fois réappropriation mais celle-ci se fait souvent en fonction de modèles «masculins». Dans les romans, articles de presse, discours scientifiques et sociologiques apparaissent de nouveaux stéréotypes comme le «sexploit» et l'obligation de jouissance: libération des tabous ou tyrannie des fantasmes?

Au sein de ce corpus contemporain, les hommes restent malgré tout le sexe fort et révèlent aux femmes leur vérité. Entre les récits sexuels crus s'intercalent des récits amoureux. Trouver l'amour, trouver «le bon» reste la grande affaire des femmes! Le conjugalisme a remplacé le familialisme: le couple constitue souvent le but ultime des romans, discours d'experts (sociologues, psychologues) et des discours neurobiologiques qui fondent le désir du couple par la biologie ou l'éthologie. L'infidélité prônée s'apparente en réalité à une «polyfidélité» au service du couple: l'amour romantique reste dévolu au conjoint... Ainsi, si «tout ne reste pas à faire», la réappropriation de l'écriture du corps par les femmes a encore de beaux jours devant elle!

Source : Christine Détrez et Anne Simon, *A leur corps défendant. Les femmes à l'épreuve du nouvel ordre moral*, Seuil, 2006.